

# **VIVE LE MARXISME-LENINISME-MAOISME! GUERRE POPULAIRE JUSQU'AU COMMUNISME!**

---

## **SWAPO**

### **Namibie: une tradition de résistance populaire (1670 – 1970)**

**1981**

#### **1. Premières atteintes à l'indépendance de la Namibie (1670-1890)**

L'histoire de la résistance populaire à la pénétration étrangère en Namibie remonte à un lointain passé. Elle a revêtu au fil des ans des formes variées, pas seulement d'ordre militaire mais aussi diplomatique, politique et économique. La lutte armée de libération nationale menée actuellement n'est que l'expression la plus récente et la plus évoluée de cette résistance.

Grâce au bouclier formé par le terrible désert du Namib, près de deux siècles se sont écoulés entre les premiers contacts avec la Namibie et les premières tentatives de colonisation. Malgré tout, la population a eu très tôt un avant-goût de ce qui allait se passer. L'extension de la colonie néerlandaise du Cap a provoqué des ondes de choc qui se sont propagées bien à l'intérieur de l'Afrique australe, à la fin du XVIe siècle puis au XVIIe siècle: le peuple khoisan préférait en effet l'émigration à la servitude sous la domination des Boers afrikaners qui s'emparaient de leurs meilleures terres et des points d'eau.

Le premier choc dont il soit fait état entre Namibiens et une

civilisation européenne en expansion brutale a eu lieu en 1670 à l'embouchure de la Kuiseb près de Walvis Bay.

Sept années plus tard, l'équipage d'un navire d'explorateurs provenant du Cap rencontra au même endroit un groupe de Namas. Une tentative de troquer du bétail fut source de malentendus et de méfiance, à la suite de quoi les Namas chassèrent les explorateurs du sol namibien. Cette première rencontre est symbolique des relations qui devaient s'établir entre le peuple namibien et les agents d'un capitalisme commercial mondial.

Les Orlam qui, entre 1810 et 1870, traversèrent le fleuve Orange dans leur mouvement d'émigration avaient été plus nettement marqués par l'influence des colons. Fuyant les fermes des Boers et les établissements missionnaires, victimes de la diminution rapide de leurs zones de pâturage, ils parlaient en général l'afrikaans, avaient été évangélisés par des missionnaires protestants et possédaient fusils, voitures et chevaux. Recouvrant leur liberté, mais privés de leurs ressources économiques, ils s'organisèrent en troupes semi-nomades conduites par des chefs de bande et ils vivaient de razzias menées tant contre les Namibiens voisins que contre les colons qui commençaient à s'installer.

Un des chefs les plus célèbres fut Jager Afrikaner. Sa vie montre bien comment s'est formée la tradition de lutte défensive du peuple nama. Le clan de son père, chassé vers les années 1790 de Tulbagh situé dans la région occidentale du Cap, s'installa à des centaines de kilomètres de là, vers l'intérieur, près de la ville actuelle de Calvinia. Mais la poussée de la colonisation boer parvint bientôt jusque-là et, après la mort de son père, Jager se retrouva au service d'un maître despotique.

Poussés à bout par la cruauté de ce dernier, Jager et son clan se révoltèrent, s'emparèrent du bétail et des armes du colon et passèrent

au nord du fleuve Orange, la tête de Jager étant mise à prix. C'est là qu'il réunit des forces importantes et se forgea une réputation de chef militaire terrible jusqu'à sa mort survenue en 1823.

Son fils Jonker (1798-1861) devait devenir le personnage central de la Namibie du milieu du XIXe siècle. Lorsque, en 1830, chassés bien au sud par la sécheresse, les troupeaux des Hereros pénétrèrent dans les pâturages des Namas, le chef de ces derniers fit appel à la protection de Jonker en lui promettant de lui donner des terres en échange.

Tirant parti de son monopole des armes à feu et des chevaux, Jonker s'installa dans une position stratégique sur le plateau central, se partageant entre ses capitales de Windhoek et d'Okahandja. Il exerça pendant plus de trente années le contrôle sur une bonne partie de la Namibie centrale.

Mais les graines de la destruction avaient déjà été semées. Vers 1840, les commerçants et les missionnaires pénétraient dans les plus petits recoins du pays, cherchant à se concilier l'influence des chefs tribaux pour parvenir à leurs fins. Offrant constamment des armes à Jonker puis aux "kapteins" namas, les commerçants les poussèrent à les rembourser en bétail pris aux Hereros grâce à ces mêmes armes. Sous la pression des commerçants, les razzias occasionnelles des chefs namas et orlams désormais à l'étroit sur leurs pâturages, se transformèrent ainsi en guerres prolongées contre les Hereros.

En fin de compte, Jonker fut ressenti comme un obstacle par les commerçants ainsi que par les missionnaires. Il avait certes aménagé pour les commerçants une route depuis Walvis Bay, réalisation technique remarquable, et leur avait fourni un saut-conduit sur des territoires étendus, mais il s'était aussi efforcé de contrôler les prix, d'interdire l'implantation de centres commerciaux permanents et de limiter l'activité des missionnaires.

Et surtout les transactions commerciales entre le Hereroland et les marchés à bestiaux du Cap étaient soumises à son contrôle et taxées à son profit.

Après sa mort, survenue en 1861, les commerçants, bénéficiant de l'appui enthousiaste des missionnaires allemands, utilisèrent la lutte d'émancipation des Hereros (1863-1870) pour réaliser la destruction de l'Etat orlam. Dès lors et malgré une dizaine d'années de paix relative (1870-1880), la lutte pour la survie se transforma en une situation de belligérance permanente.

Les Namas et les Orlams lançaient des razzias contre les commerçants, quand ce n'était pas les uns contre les autres ou encore contre les grands troupeaux de bétail des Hereros; quant à ces derniers, ils ripostaient en lançant des attaques en plein Namaland. L'équilibre social du plateau central se trouva momentanément perturbé.

Rapidement confrontés à l'existence d'un monde extérieur de plus en plus menaçant, les Namubiens ont tiré profit, au cours de leur long combat pour le maintien de leur indépendance, de toutes les possibilités qui leur étaient offertes de se tenir informés.

Ils se sont servis des missionnaires, qui connaissaient bien le fonctionnement des institutions colonialistes et impérialistes, ainsi que des intermédiaires ou des arbitres diplomatiques; ils ont habilement questionné missionnaires, commerçants et explorateurs, pour en tirer les renseignements les plus récents sur l'activité des colonisateurs. Ils ont envoyé leurs fils étudier dans les écoles des missionnaires pour connaître les manières et les procédés des forces impérialistes dont ces intrus constituaient l'avant-garde; leurs troupes se sont équipées d'armes modernes et ont été entraînées à les utiliser.

Les relations qu'ils entretenaient avec les missionnaires et les

commerçants n'ont pas empêché les chefs namibiens de conserver le contrôle politique et économique sur les activités de ces derniers. Les récits de la période sont pleins de récriminations des intrus blancs qui se plaignent des chefs namibiens qui soit refusent de suivre leurs conseils, soit restreignent leur liberté de manoeuvre et les empêchent de poursuivre leurs activités de sape.

Au nord, les rois ovambos se refusaient à autoriser l'installation de postes commerciaux permanents. C'est ainsi qu'en 1911, alors qu'il était assiégé par des forces colonialistes ennemies et soumis à un boycottage économique, Mandume, roi des Kwanyamas, réussit encore à expulser de son territoire tous les commerçants, car ils tiraient parti de la famine qui s'étendait sur le pays, et il fixa lui-même les taux de change. Les chefs de la Namibie précoloniale étaient tout à fait conscients du handicap que représentait leur manque de ressources face à la montée de l'impérialisme mondial.

Soumis aux lois économiques du sous-développement, les Namibiens étaient tragiquement en conflit les uns avec les autres. D'abord, ce fut le Gouvernement du Cap (vers 1870-1880), puis les marchands et les fonctionnaires allemands (au début des années 1880), qui tirèrent parti des interventions politiques des missionnaires et des commerçants ainsi que des appréhensions et des rivalités des chefs locaux, de manière à se les attacher les uns après les autres par le moyen de traités séparés.

Lorsque, au début des années 1890, les Allemands pénétrèrent militairement en Namibie, ils appliquèrent aussitôt la tactique consistant à diviser pour régner. Les Hereros n'avaient jamais reconnu l'autorité d'un "chef suprême"; c'est pourquoi les Allemands firent de Samuel Maharero le chef de tout le Hereroland et tirèrent parti de la protection qu'ils lui accordaient pour écraser toute opposition à l'hégémonie coloniale de la part des Hereros.

A ce moment-là, Hendrik Witbooi, le grand chef nama,

combattit les Allemands tout seul et fut battu. A la suite de quoi, pendant dix ans (1894-1904), il ne conserva le pouvoir qu'à la condition de fournir aux Allemands des contingents militaires pour les aider à supprimer ailleurs toute résistance à leur domination. Selon ses propres paroles, le gouverneur allemand Leutwein (1894-1905) avait consacré toute son ardeur "à inciter les tribus indigènes à servir notre cause et à les dresser les unes contre les autres".

Néanmoins, certains Namibiens clairvoyants ont peu à peu compris le piège qui se refermait sur eux et se sont efforcés de s'en sortir en organisant un front de résistance plus étendu à l'invasion étrangère.

Dès 1858, une grande conférence de paix s'était tenue à Hoachanas entre Jonker Afrikaner, la plupart des grands chefs namas et orlams et quelques chefs hereros dans un effort pour réduire leurs divergences.

De leurs délibérations est né un traité de grande portée-intitulé "Société des Nations" par l'ironie de l'histoire-traité qui, entre autres dispositions, faisait obligation aux parties de régler leurs difficultés par voie d'arbitrage sous peine de sanctions collectives.

En outre, ce traité soumettait l'attribution de concessions minières et la vente de terres aux colons du Cap à l'accord préalable de tous les signataires, promettait une aide militaire et des droits d'extradition pour les Griquas, et invitait les parties à tenir une assemblée générale annuelle.

Cette première tentative de formation d'une alliance élargie échoua avant même la mort de Jonker, qui devait survenir trois ans plus tard, mais elle fut à l'origine d'une tradition de discussions et de négociations qui s'établit entre chefs namibiens.

## 2. Le régime colonial allemand

### a) La résistance à la pénétration coloniale (1878-1903)

Au cours des années 1870 et 1880, la multiplication des menées coloniales suscita dans toute la Namibie une résistance de plus en plus générale. Mais l'unité n'était encore possible que sur le plan régional et la tactique utilisée manquait de cohérence. Maharero s'efforçait de garantir les droits des Hereros et de limiter la pénétration coloniale en concluant des "traités de protection" d'abord avec la colonie du Cap, plus tard avec l'Allemagne. Victime du manque de parole et des volte-face du Gouvernement britannique et de celui du Cap, Maharero constatait un jour tristement: "Le drapeau britannique était hissé ici; il flottait d'un côté et de l'autre; nous nous sommes liés à lui et nous avons été ballottés avec lui de gauche et de droite."

En 1888, il déclarait au Commissaire allemand: "Une chose est étrange: chaque fois que des personnages importants comme vous viennent me voir, ils apportent la discorde." Hendrik Witbooi exprimait en ces termes le malaise général: "Il n'est pas possible de comprendre les lois allemandes et les activités du Dr. Goering [le Commissaire allemand] car il refuse de se soumettre à nos coutumes, tandis que nous, nous devons nous soumettre aux siennes."

Il ajoutait à une autre occasion: "Vous vous êtes remis entre les mains des Blancs, et cela sera un jour pour vous un fardeau aussi lourd à porter que le soleil sur votre dos."

Au même moment, dans le sud, plusieurs chefs namas refusaient de signer des traités de protection. "Protection, qu'est-ce que c'est que cette protection?" protestait Witbooi. "Tout protégé est dépendant de celui qui le protège." En fin de compte, le point de vue de Witbooi se révéla plus juste que celui de Maharero. Mais, en attendant, chaque acte de résistance fut suivi de la progression de la conquête à la suite d'une série de conflits brefs et sanglants

contre une puissance coloniale dotée de ressources infiniment supérieures.

Hendrik Witbooi fut une des grandes figures de la résistance du peuple namibien à la colonisation allemande. Profondément religieux, il était arrivé au début des années 1880 à la conviction qu'il devait unifier sous sa direction le peuple nama pour combattre les Hereros. Mais il se rendit bientôt compte que la puissance croissante du colonialisme allemand constituait une menace autrement sérieuse.

Il s'efforça sans résultat de monter les uns contre les autres les Gouvernements allemand, du Cap et du Royaume-Uni, et de rallier les Hereros à la cause de la lutte anticolonialiste. En 1893, il retourna contre les troupes allemandes son habileté légendaire de chef de guérilla. "Si vous me tuez pour mon pays et pour mon indépendance, sans qu'il y ait faute de ma part", écrivit-il à son ennemi, le gouverneur Leutwein, "ce ne sera ni un déshonneur ni une perte pour moi, car ma mort sera un acte de gloire au service de la cause qui est la mienne."

Tout au nord, les rois ovambos défendaient leur territoire avec une égale vigueur contre les attaques de deux puissances coloniales. La première expédition militaire portugaise avait envahi peu avant 1860 le territoire voisin des Nkhumbis. Malgré son échec, cette expédition fut suivie régulièrement par d'autres incursions de la part des Portugais qui cherchaient à étendre leur empire dans l'arrière-pays, à partir de la côte angolaise.

Chacune de ces attaques fut repoussée sans exception et souvent victorieusement par les rois ovambos qui faisaient souvent alliance pour combattre les envahisseurs. Soumis pour la première fois à la pression massive des armes à feu, ils s'armèrent rapidement avec des armes à feu européennes et mirent sur pied une remarquable force de dissuasion militaire.



Le 25 septembre 1904, les forces ombadayas remportèrent une victoire éclatante, mettant en fuite une colonne portugaise forte de 2000 hommes, en tuant 305 et s'emparant d'une grande quantité d'armes, dont un canon. Mais peu à peu les Portugais refermèrent leur étau, s'emparant de tous les royaumes alentour, seul le royaume ukwanyama restant indépendant du côté angolais de la frontière.

Au début, les rois ovambos considéraient avec autant de méfiance le colonialisme portugais et le colonialisme allemand. Lorsque, en 1896, le gouverneur Leutwein voulut lui faire visite, Kambonde, roi de l'Ouest Ondonga, lui répondit que ce qu'il lui avait écrit était très bien, mais que lui, Kambonde, se refusait à voir Leutwein tant qu'il serait vivant, car les Allemands venaient avec des paroles amicales, mais une fois arrivés, ils voulaient commander, et cela il pouvait le faire lui-même.

La même année, des pourparlers secrets aboutirent à un accord entre Samuel Maharero et les rois ovambos du sud. Huit ans plus tard, lors du soulèvement national de 1904, Nehale, roi de l'Est-Ondonga, attaqua le poste frontière allemand de Namutoni, et accorda, ainsi que d'autres rois, aide et asile aux réfugiés hereros.

Les rois ovambos comprirent bientôt la menace à long terme que représentait le colonialisme européen et ils tirèrent parti de la rivalité entre les Portugais et les Allemands. Néanmoins, lorsqu'il apparut à l'évidence que les Allemands étaient trop occupés par leur répression brutale des Hereros et des Namas pour envahir l'Ovamboland, la plupart des rois, devant la multiplication des forts portugais sur leur frontière nord, acceptèrent, en 1908, de signer des "traités de protectorat" avec le régime allemand.

Ce compromis leur fut fatal. Car les Allemands, conscients des divisions au sein de la société ovambo, les utilisèrent à leur avantage. Sous l'effet de la pénétration des commerçants et des missionnaires dans la phase précoloniale, les rois dépendaient

d'armes et d'objets de luxe d'importation. Pour payer leurs fournitures, ils étaient amenés à imposer de plus en plus lourdement leur peuple sous forme d'impôt en bétail. Cela donna naissance à une caste parasite de fonctionnaires dont les rois dépendaient pour leurs revenus.

Assaillis par les prévenances des recruteurs de main d'oeuvre, ils collaborèrent avec les Allemands, obligeant des milliers de leurs sujets à travailler comme migrants dans les chemins de fer et les mines, prélevant à leur retour une part importante de leurs revenus si chèrement gagnés. Les Sud-Africains n'eurent aucun mal, à partir de 1915, à utiliser ces castes tribales et à les faire collaborer volontairement à l'administration coloniale. Quant aux rois, du moins ceux qui survécurent, ils se tinrent pendant un certain temps sur la réserve, mais leur pouvoir avait subi un préjudice fatal.

### **3. La guerre de libération nationale (1904-1908)**

La perte de l'indépendance namibienne dans les parties centrales et méridionales du pays n'en a pas moins été sanglante et traumatisante. Poussés à bout par l'absence de scrupules des commerçants, les empiètements des colons et la cruauté avilissante de la police et de la justice coloniale, les chefs hereros décidèrent de secouer le joug du colonialisme. Attentif à l'évolution de l'opinion, Samuel Maharero prit des mesures décisives aux fins d'unir le peuple herero sous son autorité. Les Hereros choisirent soigneusement le moment d'agir. En octobre 1903, les Bondelswarts avaient repris leurs activités de guérilla tout à fait au sud, fixant ainsi toute la garnison des troupes coloniales.

A la veille du soulèvement, le 11 janvier 1904, Maharero envoya des messages à Hermanus van Wyk, le chef rehotho, et à Hendrik Witbooi. Il écrivait au premier: "Mon souhait est que nos nations qui sont faibles s'insurgent contre les Allemands. Ou bien nous les

détruirons, ou bien ils viendront tous vivre dans notre pays. Il n'y a pas d'échappatoire." Quant à Witbooi, il l'exhortait par ces mots: "Mourons plutôt ensemble, et que ce ne soit pas suite à de mauvais traitements, à la prison ou à d'autres choses semblables." Malheureusement, l'appel de Maharero en faveur de l'unité nationale ne parvint jamais à Witbooi, car van Wyk donna ses lettres aux Allemands.

Les directives militaires de Maharero étaient claires et honnêtes: il fallait épargner les femmes et les enfants, les Européens non allemands, les missionnaires et les commerçants amis. Comme l'expliqua plus tard Kariko, un chef herero, "nous ne considérons comme nos ennemis que les hommes allemands".

Même en l'absence de l'aide de Witbooi, les forces hereros tinrent les Allemands en respect pendant des mois entiers, pratiquant aussi bien la guerre régulière que la guérilla. Mais le HautCommandement impérial allemand, dont l'honneur se trouvait en jeu, envoya des renforts sous le commandement de l'implacable lieutenant-général von Trotha.

Le combat décisif eut lieu le 11 août à Waterberg, après quoi les Hereros furent acculés à la retraite. Ils furent pourchassés jusqu'à l'Omaheke, région des sables désertiques du Kalahari. A peine plus d'un millier de survivants, dont Maharero, purent atteindre leur sanctuaire au Botswana près du lac Ngami. Le 2 octobre, von Trotha édicta son fameux "Ordre d'extermination". Comme il l'expliquait à ses supérieurs: "J'estime que les Hereros doivent être supprimés en tant que nation."

Pendant plus d'un an, jusqu'à la conclusion d'un armistice le 20 décembre 1905, l'armée impériale mena une guerre de génocide, empoisonnant les points d'eau et fusillant les survivants, "solution finale" aussi bien organisée que celle de Hitler, une génération plus tard.

Le génocide venait à peine de commencer, lorsque le Sud se révolta finalement lui aussi. Les soldats namas qui faisaient partie des forces allemandes désertèrent et informèrent Hendrik Witbooi de la cruauté de la répression allemande tout en lui indiquant que de nombreux Hereros avaient réussi à échapper après la bataille de Waterberg. En juillet 1904, trois chefs bondelswarts importants rentrèrent d'exil et commencèrent à recruter des soldats en vue de reprendre les hostilités contre le colonialisme allemand, alors même que des renforts allemands étaient débarqués dans le sud.

Le 3 octobre 1904, Witbooi déclara la guerre aux Allemands et rallia à sa cause la majorité du peuple nama. Il s'ensuivit de longues années de guérilla désespérée, au cours desquelles les guérilleros namas, tireurs d'élite habiles et d'une grande mobilité, affrontèrent dans un terrain difficile des forces allemandes considérablement supérieures. Witbooi lui-même mourut au combat en octobre 1905, mais les autres chefs firent durer les hostilités jusqu'à la fin de l'année 1906.

A la fin, plusieurs chefs se replièrent du côté du Cap et du Botswana d'où ils continuèrent à harasser les Allemands en lançant des raids par-delà la frontière. Il fallut attendre février 1909 pour aboutir à la conclusion d'un traité signé au Botswana par Simon Kooper.

Un des derniers à succomber (il fut tué le 20 septembre 1907 par la police du Cap agissant en liaison avec les troupes allemandes) fut Jacob Morenga, un combattant de grande classe. On sait peu de choses sur les débuts de sa vie, mais son ascendant lors du soulèvement des Bondelswarts, à la fin de 1903, fut si remarqué que, lors du règlement de paix de janvier 1904, les Allemands demandèrent qu'il soit mis hors la loi. Six mois plus tard, il revenait en Namibie du Sud. Il installa dans les grands monts du Karras une base inaccessible où il rassembla rapidement une force militaire considérable.

Morenga se distinguait des chefs namibiens de l'époque. Bien que dépourvu de titre héréditaire, il devint le plus fort et le plus coriace des grands chefs du Sud. Il unit sous son commandement des Hereros aussi bien que des Namas; sa troupe qui ne comptait que 11 hommes pendant l'été 1904 dépassait les 400 hommes six mois plus tard.

Parlant couramment l'anglais, le français et l'allemand, il était pleinement conscient des agissements de l'impérialisme et dévoué, d'une manière inflexible à la cause de la libération nationale. Alors qu'on lui demandait, par la suite, s'il savait que l'Allemagne était une des puissances militaires les plus considérables du monde, il répondait: "Oui, je le sais; mais les Allemands ne sont pas capables de combattre dans notre pays. Il ne savent pas où l'on trouve de l'eau et ne comprennent pas la guérilla."

Or, Morenga était orfèvre en la matière. Recrutant ses troupes dans les exploitations agricoles des colons et utilisant des armes capturées à l'ennemi, il garda l'initiative pendant 20 bons mois dans le sud avant de se replier finalement en mai 1906 derrière la frontière du Cap devant une offensive de grande envergure. Poursuivi puis emprisonné par les autorités du Cap, il devait se sauver peu avant son assassinat et cet exploit fit, d'après le gouverneur de l'époque, "l'effet d'une décharge électrique" sur le peuple namibien. "L'excitation des indigènes était visible partout" et une fois de plus les volontaires affluèrent.

Les Allemands concentrèrent leurs troupes dans le sud, et le Gouvernement du Cap, en collaboration cordiale avec le régime colonial, lança des patrouilles à ses trousses. Ce fut l'une d'entre elles qui allait tuer Morenga de sang froid le 20 septembre 1907. La mort de Morenga devait marquer la fin d'une phase significative de la lutte contre le colonialisme en Namibie-mais non de la volonté de résistance du peuple. Comme on lui demandait, lors de son incarcération en mai 1906, si la guerre pourrait continuer encore

longtemps, Morenga répondit: "Mais oui, aussi longtemps qu'il restera un homme debout."

Tout au nord, la perte de l'indépendance des Ovambos fut retardée pendant une dizaine d'années. Au cours de ces dernières années, Mandume, le puissant roi d'Ukwanyama (1911-1917) fut le symbole de la résistance des Ovambos à l'hégémonie coloniale. Lorsque, au moment du déclenchement de la première guerre mondiale, les Portugais se replièrent tandis que les Allemands durent faire face aux forces d'invasion sudafricaines, Mandume s'efforça d'unifier les royaumes ovambos séparés et détruisit les forts portugais qui entouraient son territoire.

Mais un corps expéditionnaire portugais, survenant vers le milieu de l'année 1915, décima son armée et son peuple, en pratiquant la tactique de la terre brûlée et sans faire de quartier. Contraint de traverser la frontière et de passer en Namibie avec les survivants, alors que régnait la famine la plus terrible qu'ait connue la région, il n'eut pas d'autre solution que de se soumettre à l'autorité de l'Afrique du Sud.

La pénétration du colonialisme introduisit sur le sol de la Namibie un nouvel ordre politique et économique. Soumis à l'autorité politique coloniale, les Namibiens qui étaient des cultivateurs et des pasteurs indépendants furent transformés en travailleurs forcés et en paysans sans droits, enchaînés par l'impérialisme au profit du capital international. Une fois la conquête achevée, il ne leur restait plus qu'à lutter au sein du système pour résister à l'oppression et améliorer leurs conditions de vie jusqu'au moment où ils pourraient s'unir dans le combat pour le renversement même du colonialisme.

### **Conséquences du génocide et du travail forcé (1905-1915)**

Le prix prélevé sur le peuple namibien par la conquête coloniale fut exorbitant. Plus de la moitié de la population noire de la zone

des combats fut éliminée. Sur 80000 Hereros, moins de 20000 devaient survivre à l'holocauste. Comme conséquence de la guerre, les Noirs de Namibie centrale et méridionale se retrouvèrent dépouillés de tous leurs droits sur la terre où ils étaient nés.

Le régime colonial interdit les chefs tribaux et exécuta tous ceux qu'il put trouver. Il dispersa la population dans toute l'étendue du pays, loin de son domicile, et en envoya des milliers dans des camps de prisonniers sur des îles côtières malsaines, où les détenus mouraient comme des mouches. Pour les survivants, la première des priorités consistait à simplement lutter pour vivre.

Mais en dépit de la terrible oppression à laquelle il était soumis, rien n'avait brisé la volonté de résistance du peuple. Pendant des années, nombreux furent les Hereros qui refusèrent de se plier au joug allemand, certains prenant la voie dangereuse de la fuite vers le Botswana, d'autres menant une existence précaire sur le plateau désertique. Ceux qui restaient à la campagne, qu'ils fussent travailleurs forcés ou résistants à tout crin, reconstituèrent les troupeaux de bétail qui avaient été jadis à eux, mais qui leur avaient été enlevés à la suite de la guerre, tout comme ils avaient été dépossédés de leur terre.

Certains d'entre eux, poussés au désespoir par la faim et les coups de fouet qui étaient leur lot dans les exploitations des colons, s'enfuirent dans les villes, où la situation était relativement meilleure. D'autres, dispersés dans tout le pays par un régime déterminé à détruire les derniers vestiges de leur cohésion sociale, quittaient les camps de travail et les exploitations agricoles et regagnaient clandestinement leurs terres ancestrales. Dans les quartiers urbains et dans les exploitations agricoles, les chefs survivants, cachant leur identité, regroupaient un peuple dispersé et forcèrent peu à peu les autorités à reconnaître leur pouvoir.

Les missionnaires eux-mêmes durent reconnaître que, s'il y avait des baptêmes en masse et si les églises étaient pleines à craquer, il

s'agissait là uniquement d'un moyen détourné adopté par les Hereros et les Namas pour reconstituer leurs liens de solidarité.

#### **4. Les Sud-Africains prennent la relève**

##### **a) La résistance à la conquête (1915-1924)**

Dix ans à peine après l'insurrection nationale, le colonialisme allemand connaissait une fin brutale du fait de la première guerre mondiale. Abusés par les appels des impérialistes à la "liberté", les Namibiens apportèrent leur appui à l'invasion de leur territoire par les forces sud-africaines en se soulevant contre le régime colonial.

Une bonne partie des colons allemands abandonnèrent leurs exploitations tandis que d'autres furent contraints au départ par la reprise par les Hereros et les Namas, qui étaient souvent parvenus à se regrouper, des terres ancestrales et du bétail dont ils avaient été dépouillés. Le Gouverneur général d'Afrique du Sud fit une tournée dans le pays en promettant le rétablissement des "anciennes libertés" et de la prospérité; des tribunaux militaires eurent à connaître des atrocités allemandes et une commission gouvernementale recueillit des témoignages sur les brutalités commises sous la domination allemande.

Mais l'espoir de voir les choses prendre un cours nouveau se dissipa rapidement. Au lieu de restituer leurs terres à leurs anciens propriétaires, le nouveau régime colonial se contenta, à quelques exceptions près, de confirmer les expropriations prononcées par les Allemands. Avec une hâte fiévreuse et grâce à une manne financière exceptionnelle, on entreprit d'allouer les terres à des exploitants agricoles provenant d'Afrique du Sud ou on les rendit à leurs propriétaires allemands.

Parallèlement, la nouvelle police coloniale, aussi brutale que la



précédente, entreprenait d'asservir le peuple grâce à toute une réglementation de caractère répressif. Le coup le plus sordide fut porté en 1922: alors que de vastes zones de bonnes terres à pâture se trouvaient encore libres, le régime faisait connaître ses projets de constitution de "réserves indigènes": les Namas se voyaient attribuer une surface à peine plus étendue que la misérable portion qui leur revenait en vertu des "traités allemands" et les Hereros recevaient en partage de vastes étendues désertiques de "Sandveld", cette région même de l'Omaheke où la fleur de leur peuple avait péri lors de la guerre d'indépendance.

Au cours de la première décennie de la colonisation sud-africaine (1914-1925), toute la Namibie fut en effervescence. Dans le nord, le roi kwanyama Mandume bénéficiait d'un tel prestige que les Portugais et les Sud-Africains n'eurent de cesse de se débarrasser de lui; ce qu'ils firent de concert en 1917. Dans la zone centrale du pays, les Hereros narguaient l'autorité des colons et de la police coloniale, et reprenaient possession de leurs terres ancestrales.

L'influence des missionnaires se dissipait alors qu'on assistait à la renaissance des feux sacrés. Afin de préserver les traditions de leur résistance épique à la toute-puissance de l'impérialisme allemand les Hereros constituèrent avec soin une organisation de caractère militaire, utilisant d'une manière significative les grades et les uniformes allemands.

Samuel Maharero mourut en exil au Botswana et fut enterré le 26 août 1923 à Okahandja, dans le tombeau de ses ancêtres Maharero et Tjamuaha. L'anniversaire de son enterrement a été depuis lors marqué, tous les ans, par une grande parade militaire donnant l'occasion aux Hereros de commémorer leurs traditions guerrières. C'est à cette même date que, 43 ans plus tard, en 1966, le mouvement de libération nationale de la SWAPO déclencha la lutte armée en vue de libérer la Namibie du joug colonial.

Lorsqu'il devint manifeste que le colonialisme sud-africain ne se distinguait du colonialisme allemand que dans la forme et par des détails mineurs, les Namubiens puisèrent leur inspiration et allèrent chercher de l'aide auprès de l'opposition noire d'Afrique du Sud et des Etats-Unis et entreprirent l'organisation de nouvelles formes de résistance. Pendant un certain temps, l'influence du panafricanisme de Marcus Garvey, qui avait lancé le slogan "L'Afrique aux Africains", fut prépondérante, surtout dans le centre du pays. Sa "Universal Negro Improvement Association" (Société universelle pour l'amélioration des Noirs) eut des filiales à Windhoek et à Lüderitz.

Le chef bondelswarts Jacobus Christian sollicita l'aide de Le Fleur, le chef révolutionnaire griqua. Des personnes de couleur venant du Cap formèrent à Windhoek une branche de l'African Political Organisation (Organisation politique africaine). A Lüderitz, on vit se former une West African Native Association (Association des autochtones d'Afrique de l'Ouest). Toujours à Lüderitz s'implantait en milieu ouvrier l'Industrial and Commercial Workers' Union (ICU) (Syndicat des travailleurs de l'industrie et du commerce) qui devait rapidement devenir en Afrique du Sud un mouvement syndical de masse.

Les ouvriers contractuels ovambos employés dans les mines de diamants constituèrent une société mutualiste dont l'objectif principal était d'indemniser les grévistes immanquablement condamnés à des peines d'amende par les tribunaux colonialistes. Pour la première fois, on voyait se former des organisations politiques de type moderne indépendamment de la hiérarchie des chefs traditionnels: les masses paysannes et ouvrières s'orientaient vers l'action de leur propre initiative.

Mais cette première phase de militantisme marquant la résistance des Noirs au colonialisme allait inévitablement succomber sous les

coups brutaux de la répression menée par l'Afrique du Sud. Il y avait encore trop de désunion entre les divers groupements régionaux et les nombreux courants de militantisme politique et économique.

Parfois le peuple était poussé à se révolter ouvertement sous l'effet d'une oppression insoutenable. Dans le sud, il y eut ainsi deux derniers épisodes de résistance ouverte au régime colonial. Dans les deux cas, les Sud-Africains se sont rendus célèbres par la brutalité dont ils ont fait preuve pour écraser cette résistance. Une fois de plus, ce furent les Bondelswarts qui furent les premiers au combat. Ces hommes fiers, une des ethnies de la nation namibienne, s'étaient déjà soulevés trois fois en dix ans (en 1896, 1903 et 1904) contre la domination allemande et furent parmi les derniers à se soumettre lors de la guerre nationale d'indépendance.

De leur rang étaient sortis de nombreux chefs de guerre, courageux et pleins de ressources, tels que Jacob Morenga, Jacobus Christian et Abraham Morris. Après leur défaite, ils furent confinés par les Allemands dans une réserve petite et aride. Ne disposant plus de pâturages pour leurs bêtes, ils devinrent d'excellents chasseurs grâce à leurs meutes de chiens de chasse. Afin de les contraindre à se placer comme salariés dans les exploitations agricoles voisines, le régime colonial introduisit un impôt sur les chiens, impôt qui devint prohibitif en 1921. S'ajoutant à une période de terrible sécheresse, cette mesure les conduisit au bord de la famine. Ils durent finalement admettre que le régime sud-africain n'avait pas la moindre intention de leur rendre les terres qu'ils avaient perdues.

Poussée à bout par les contrôles effectués sur leur bétail, par leurs bas salaires, les traitements dégradants auxquels ils étaient soumis dans les exploitations agricoles, la brutalité de la police, cette population fut prompte à se mobiliser lorsque ses chefs revinrent du Cap où ils avaient été exilés (Christian en 1919 et Morris en avril 1922). Lorsque la police exigea soudain qu'on lui

remît Morris, la population refusa et se regroupa sur une hauteur de nom de Guruchas.

Au lieu d'entreprendre des négociations, le régime colonial répondit par une vraie opération militaire. Il fit bombarder la hauteur par l'aviation, tuant hommes, femmes et enfants. A la fin de cette brève campagne, il y eut 100 tués parmi les Bondelswarts, y compris Morris, et 468 blessés ou prisonniers.

Deux années plus tard, c'est avec la communauté de Rehoboth que le régime colonial entra en conflit. Les habitants de Rehoboth avaient réussi à faire reconnaître leurs droits antérieurs à la colonisation sur leur région (Gebiet) ainsi que l'existence de leur Constitution et de leur Conseil élu (Raad), grâce au "Traité de protection et d'amitié" qu'ils avaient conclu en 1885 avec les Allemands et qui consacrait leur autonomie locale. Cela n'avait pas empêché le régime colonial d'empiéter sur ces droits, ce qui les avait conduits à s'allier en 1915 à l'armée d'invasion sud-africaine. Après que le Mandat eût été confié à l'Afrique du Sud, ils firent plusieurs fois appel à la Société des Nations, au Gouvernement britannique et au Gouvernement sud-africain aux fins de conserver leur statut, "en tant que peuple indépendant rattaché à la Couronne britannique".

Néanmoins, le régime sud-africain réussit en 1923 à persuader le Conseil (Raad) d'entrer en association avec l'administration du Territoire. Furieux, les habitants de Rehoboth récusèrent leur Raad et élirent un conseil non officiel voué à la cause de l'indépendance. Après une année de négociations sans résultat, le régime colonial suspendit l'accord de 1923, installa un représentant à la tête de la région de Rehoboth et exigea qu'en signe de soumission à l'autorité de l'Afrique du Sud, le bétail soit marqué au fer.

Lorsque le chef du Conseil non-officiel fut cité à comparaître, tous ses partisans demandèrent à l'être de la même façon. Le régime colonial répondit par une vraie démonstration de force. La région de Rehoboth

fut soumise à la loi martiale et trois avions de guerre y furent envoyés. Le 5 avril 1925, le village de Rehoboth lui-même fut encerclé, la plupart de ses hommes (638 en tout) étaient arrêtés et désarmés et les "meneurs" incarcérés.

Dans l'Ovamboland, il y eut deux dernières collisions avec les autorités coloniales. Chaque fois, elles furent le résultat d'une provocation délibérée du régime sud-africain qui cherchait à substituer aux représentants les plus populaires de l'ancienne royauté des conseils de notables nommés par lui. Mandume devait inévitablement être la première de ces victimes. Des envoyés sud-africains et portugais se réunirent pour machiner sa disparition. Sous le prétexte de prétendues violations de frontière, les autorités sud-africaines exigèrent sa comparution à Windhoek pour répondre de ses actes; il s'agissait là d'un point strictement interdit par la règle selon laquelle les rois n'étaient pas autorisés à quitter leur territoire; en outre, son conseil ne l'aurait pas permis.

Une expédition militaire sudafricaine pénétra alors dans l'Ovamboland. Ayant reçu l'ordre de se rendre, Mandume manifesta jusqu'au bout son esprit de résistance et déclara: "Si les Anglais me veulent, je suis ici et ils peuvent venir me chercher. Je me battraï jusqu'à la dernière cartouche." Dans la bataille qui s'ensuivit, l'armée de Mandume fut battue et lui-même fut tué.

Cette opération connut une suite en 1932, date à laquelle le régime colonial utilisa un prétexte futile pour déposer le roi kwambi Ipumbu qui, après la mort de Mandume, était devenu le nouveau symbole de la résistance des Ovambos. Faisant une démonstration de force, le régime sud-africain fit pénétrer dans son territoire une colonne de voitures blindées appuyées par l'aviation, qui rasèrent le quartier général d'Ipumbu. Quant à ce dernier, qui n'avait jamais cherché à opposer une résistance armée, il fut pris et envoyé en exil.

La répression brutale de ces révoltes sporadiques dans les premières années de la domination coloniale sud-africaine n'a pas détruit la détermination du peuple de combattre pour son indépendance. Mais elle a permis de comprendre que contre un régime colonial déterminé, tout acte isolé de résistance directe se trouvait voué à l'échec. C'est ce qui devait finalement donner naissance à un mouvement de libération représentant toutes les parties constitutives de ce peuple opprimé, et voué à la suppression du colonialisme en tant que tel.

### **b) Les années sombres (1925-1945)**

A la suite de ces derniers sursauts de révolte, le peuple namibien allait connaître une sombre période. Le régime sud-africain se moquait cyniquement des obligations contractées en vertu de son mandat et exploitait sans retenue sa possession. C'est alors que la survivance contre vents et marées des chefs traditionnels joua son rôle dans le maintien de l'esprit de résistance.

Les Hereros menèrent et continuent à mener une lutte de tous les instants pour s'opposer à leur expulsion des rares zones de bonnes terres à pâturage qu'ils avaient réussi à conserver à la limite du redoutable sandveld. Alors que les Allemands leur avaient accordé en 1913 la jouissance de bons pâturages dans la région d'Orumbo, les Hereros furent contraints par les Sud-Africains de céder la place à des colons blancs. Voici ce que déclarait à ce propos Festus Kandjou, un des principaux porte-parole des Hereros au cours des années 40:

"D'abord la population refusa de quitter Orumbo; mais alors ils s'en vinrent depuis Windhoek pour incendier nos maisons et nos jardins. Malgré tout, nous restâmes encore quelque temps à Orumbo. Mais la majeure partie de notre bétail était de l'autre côté de la barrière et il ne fut pas possible de le ramener à Orumbo. Aussi,

en fin de compte, nous fûmes contraints de nous en aller."

A tout instant, le chef Kutako et d'autres chefs traditionnels des différentes régions de Namibie tenaient tête aux autorités du régime, dévoilant l'exploitation éhontée du colonialisme et exprimant les souffrances du peuple.

En 1924, le gouvernement offrait aux Hereros une terre inoccupée dans la région d'Epukiro.

Mais après qu'elle eût été déclarée de bonne qualité à la suite d'une inspection de délégués hereros, le régime décida aussitôt de se l'approprier et repoussa les Hereros plus à l'est dans la région d'Aminuis dans le sandveld.

"Six mois plus tard, le bétail mourait par centaines et par milliers. Je me rendis alors à Windhoek avec un échantillon d'herbe et l'indication du nombre de têtes de bétail qui avaient péri... On me répondit que peut-être bien que cette maladie du bétail disparaîtrait, ou encore qu'il fallait que le bétail s'habitue à cette nouvelle région ou aussi qu'il fallait que j'apprenne à combattre cette maladie."

Avec un cynisme absolu, chaque fois qu'il expulsait les Hereros de leurs terres, le gouvernement attribuait aux colons blancs les puits et les réservoirs qu'ils avaient construits avec leurs propres ressources communautaires durement obtenues, et il refusait de leur accorder la moindre indemnisation.

D'après le témoignage constant des chefs hereros, damaras et namas, cette attitude de mépris sans vergogne affichée par la police du régime chargée de l'exploitation des terres s'est manifestée à l'égard de tous les Namibiens sans exception.

## **5. Premières manifestations d'une résistance de caractère national (1946-1960)**

La deuxième guerre mondiale constitua un tournant dans la lutte du peuple namibien pour l'indépendance. Des milliers de soldats revinrent du combat, aguerris et victorieux, ayant découvert un univers de coexistence et de liberté. Les premières manifestations du mouvement moderne de libération nationale en Namibie datent de la fin des années 40 et des années 50.

L'opposition au colonialisme revêtit, dans quatre secteurs principaux, une forme de résistance active: chez les chefs traditionnels, dans les églises, chez les intellectuels et chez les ouvriers des grands centres urbains et miniers. Au cours de cette période (1946-1960), on assiste à une évolution de la stratégie de lutte qui, après des tentatives faibles et ponctuelles visant à résister aux excès de l'oppression coloniale, passe à un mouvement étendu dont l'objectif est la libération nationale par le moyen de la lutte armée révolutionnaire.

### **a) Les chefs traditionnels et l'ONU**

Les chefs traditionnels, en particulier hereros, constituèrent un maillon précieux pour passer de l'ancienne forme de résistance à la colonisation à la constitution d'un mouvement national de libération. C'est le courage et la détermination d'hommes tels que Hosea Kutako et David Witbooi qui devaient conférer, après 1945, son élan initial au mouvement anticolonialiste. Malgré les menaces perpétuelles du régime colonial, ils furent constamment fidèles aux aspirations démocratiques de leur peuple.

Lors des consultations préalables à la première pétition des Hereros à l'ONU, on ne prit aucune décision qui n'ait été d'abord amplement débattue par les conseillers de Maharero et de Kutako, les délégués des autres réserves et des centres urbains ainsi que par la population



ellemême convoquée à diverses réunions.

Ensuite, encouragés par leur succès initial à l'ONU, Kutako et d'autres chefs hereros formèrent un conseil des chefs destiné à relever tout nouvel acte d'oppression commis par l'administration coloniale, à le faire connaître et à protester à son égard. Tout en étant concerné essentiellement par les problèmes des Hereros, ce conseil s'efforça d'entrer en contact avec d'autres chefs traditionnels et fit appel à des conseillers choisis parmi les Namibiens éduqués, encore peu nombreux certes, mais en nombre croissant.

Chaque cas d'oppression colonialiste dont le Conseil était saisi entraînait l'envoi à l'ONU d'une délégation de protestation ou d'une pétition où la nature de la domination sud-africaine se trouvait percée à jour. En 1960, le nombre des pétitions adressées à ONU s'élevait à 120 par an.

Lorsque le régime sud-africain organisa en 1946 un pseudo "référendum" destiné à appuyer sa prétention à annexer le Territoire, ce furent les Hereros qui prirent les devants en faisant connaître à l'ONU l'opposition de la population. Dès le début de 1946, un appel urgent avait été adressé à Frederick Maharero, leur chef exilé au Botswana: "L'héritage des orphelins de vos pères va leur être enlevé . . . On nous demande d'accepter que notre terre soit incorporée à l'Union [sud-africaine] mais nous avons refusé." Au nom des Hereros, Hosea Kutako exigea que ce soit l'ONU elle-même qui organise le référendum. Le régime rejeta sa demande, puis refusa de lui accorder l'autorisation d'envoyer quatre délégués présenter leur point de vue à l'ONU.

Acculé au désespoir, Kutako envoyait directement à l'ONU, le 18 mars 1946, le message télégraphique suivant: "Nous voulons que l'on nous rende notre pays." Il récidivait peu après: "Nous voudrions faire savoir une nouvelle fois à l'Organisation des Nations Unies que nous autres qui sommes en Afrique du Sud et au Bechuanaland, nous

souhaiterions dépendre de la Couronne britannique, que nous refusons toute incorporation de notre pays à l'Union sudafricaine."

Empêchés par le régime d'envoyer des représentants à l'ONU, Maharero et Kutako chargèrent le Révérend Michael Scott de plaider leur cause. La position prise par les Hereros fut soutenue par d'autres chefs namibiens.

Comme David Witbooi, le fils de Hendrik Witbooi, devait le déclarer au Révérend Scott: "Le peuple herero et moi avons souvent bataillé les uns contre les autres. Mais maintenant nous avons conclu la paix. Dès lors, nous vivons comme des frères." Il envoya à l'ONU une pétition au nom du peuple nama: "Nous demandons instamment à être considérés comme des sujets de l'Organisation des Nations Unies. Nous ne voulons pas être incorporés dans l'Union." Quant aux Ovambos, qui avaient été délibérément trompés par les autorités chargées d'organiser le référendum, ils rejetèrent implicitement la domination sudafricaine. Un Ovambo influent déclare "qu'on leur avait dit que leur pays dépendrait du Gouvernement britannique et non pas qu'il ferait partie de l'Union. Aucune allusion n'avait été faite à l'incorporation au sein de l'Union sudafricaine."

Les Damaras, quant à eux, répondirent ceci aux autorités sudafricaines: "Notre pays ne veut pas être rattaché au vôtre. Nous attendons que nos enfants aient acquis de l'instruction et verrons alors s'ils ne seront pas capables de nous apporter l'indépendance ... Vous dites que vous souhaiteriez exercer la tutelle sur ce pays; mais nous disons que nous souhaiterions que cette tutelle soit exercée par les grandes nations."

Après trente ans de domination sud-africaine, le peuple manifestait unanimement son refus. Des messages de solidarité furent envoyés par le chef Tshekedi Khama du Botswana et par M. A. B. Xuma de l'African National Congress of South Africa qui précisait: "Nous avons une longue expérience des desseins de l'Afrique du Sud et

nous ne voudrions pas que des centaines de milliers d'innocents soient victimes eux aussi de la politique de l'Afrique du Sud fondée sur la race et la couleur." Ces premières démarches entreprises auprès de l'ONU eurent un rôle décisif: les efforts de l'Afrique du Sud visant à exercer la souveraineté sur la Namibie par le moyen de l'annexion étaient réduits à néant.

## **b) L'émancipation des Eglises**

Les premières manifestations du sentiment national anticolonialiste commençaient aussi à se faire sentir dans l'idéologie et la culture du peuple. Les efforts visant à l'origine à acquérir la maîtrise de sa vie culturelle ont été pour le peuple la préfiguration de ses aspirations politiques à la libération nationale qu'ils ont venus renforcer par la suite. Un rôle essentiel dans ce combat a été joué par le mouvement d'autonomie et de démocratie dans le domaine religieux.

S'il est vrai que les missionnaires ont été parmi les premiers à s'introduire dans la société namibienne et qu'ils exerçaient une puissante influence idéologique, les chefs namubiens de la période précoloniale avaient toujours veillé à ne pas leur laisser un pouvoir absolu. Lorsque les missionnaires installés chez eux franchirent la limite qui leur était tracée, Jonker Afrikaner aussi bien que Moses Witbooi, le père de Hendrik Witbooi, s'attribuèrent les fonctions religieuses de ces missionnaires. Le grand Hendrik Witbooi se considérait comme investi d'un pouvoir divin, comme un prophète qui n'avait pas besoin de l'aide des missionnaires. En fait, avant la conquête coloniale, les Hereros et les Ovambos furent peu nombreux à adopter le christianisme.

Après la colonisation, le christianisme devint rapidement la religion de l'ensemble de la société namibienne: la lutte devait alors se concentrer sur le problème de l'autonomie interne. Deux sociétés missionnaires s'étaient assurées un monopole de fait, la Société missionnaire rhénane dans le centre et le sud et la Société

missionnaire finlandaise dans l'Ovamboland. Dans le sud, des auxiliaires religieux noirs formèrent en 1926 à Maltahohe la Nama Onderwysers en Evangelistebond. Le refus systématique de la Société missionnaire rhénane de permettre à des Noirs de faire des études en vue du ministère causa une tension croissante. Lorsqu'en 1946 il apparut que la Société se disposait à céder la place à la Nederlandse Gereformeerde Kerk (NGK) favorable à l'apartheid, plutôt que de se constituer en église indépendante, plus d'un tiers de ses membres et les deux tiers de ses auxiliaires noirs du sud firent sécession et rallièrent l'Eglise méthodiste épiscopale africaine (AMEC) dirigée par des Noirs qui avait déjà installé une petite mission à Windhoek.

Les fidèles assistèrent avec amertume à la saisie par la Société missionnaire rhénane des églises et des écoles qu'ils avaient bâties de leurs mains, la Société ayant fait valoir ses droits légaux de propriété. Avec un esprit de dévouement inlassable, les fidèles reconstruisirent de nouvelles écoles pour leurs enfants et les firent fonctionner, bravant l'hostilité implacable de l'administration sudafricaine.

L'agitation couvait aussi chez les Hereros. Lorsque, à la suite de l'invasion sud-africaine en 1915, ils avaient repris possession des terres et du bétail qui leur avaient été arrachés, l'influence de la Société missionnaire rhénane était pratiquement réduite à néant. Lorsque le joug de l'oppression sud-africaine se fut abattu sur eux, les Hereros ajoutèrent foi aux prophéties répandues par le mouvement de Marcus Garvey. Mais ils furent vite déçus et, pour préserver leur solidarité ethnique, ils se tournèrent à nouveau vers la religion de leurs ancêtres.

La Société missionnaire rhénane regagna une partie de son influence, mais son esprit colonialiste et tyrannique entraîna progressivement les Hereros à la rupture décisive. Finalement, le 25 août 1955 (à la veille de leur tête nationale), Hosea Kutako annonça la formation d'une église indépendante, Oruano (l'Eglise de la communauté). Mais contrairement à ce qui s'était passé pour les Namas, une partie des

fidèles hereros restèrent attachés à l'église missionnaire, la rupture étant un mouvement parti du peuple et bénéficiant de l'appui de ses chefs traditionnels, en vue d'harmoniser la religion adoptée avec les aspirations culturelles et politiques de cette ethnie. "Nous savions que notre église appartenait au peuple. Cela nous réconfortait. Cette église ne venait pas d'Europe, elle était née sur le sol d'Afrique. C'est une église destinée à la population autochtone d'Afrique."

Ebranlée par ces coups décisifs, la Société missionnaire rhénane entreprit enfin de se "décoloniser". Sous l'influence pressante de l'Allemagne, elle fut contrainte d'accorder l'autonomie interne à ses églises qui devinrent l'Evangeliese Lutherse Kerk (ELK). Dix années après, cette église était devenue complètement indépendante.

Dans l'Ovamboland, la Société missionnaire finlandaise avait réussi à se préserver de ces mouvements de sécession en favorisant l'accès des Noirs au ministère (les sept premières ordinations eurent lieu en 1925, et en 1942, on comptait 31 pasteurs noirs exerçant leur ministère). En 1956, la mission devint indépendante sous le nom de Evangeliese Lutherse Owambokavangokerk (ELOK). En 1960, son synode élit son premier évêque noir, le Révérend Leonard Auala qui a joué et continue à jouer un rôle important dans la lutte de libération.

Grâce à ses ressources financières et humaines supérieures, l'ELK réussit à surmonter sa période de crise et à reprendre son importance. Après le premier mouvement d'enthousiasme, les églises indépendantes nama et herero entrèrent dans une période de déclin et de division, à mesure que l'énergie du peuple et de ses chefs se concentrait progressivement dans la lutte pour la libération nationale. Dès 1956, des pasteurs hereros de la Société missionnaire rhénane s'étaient opposés à la formation d'une église herero indépendante et cela pour une raison de principe: "Nous sommes une seule église, dans un pays unique, situé au sein de tous les peuples noirs." En 1963, les deux églises ELOK et ELK

s'associèrent pour l'enseignement de la théologie qui fut dispensé à Otjimbingue dans le séminaire de cette dernière, rebaptisé sous le nom de Paulinum; il s'agissait là d'un acte symbolique visant à renforcer le sentiment de l'unité nationale. Il s'ensuivit une coopération accrue entre ces deux églises noires et les autorités religieuses commencèrent à s'élever contre l'oppression coloniale.

### **c) Les débuts du mouvement national et du syndicalisme**

Au début des années 50, sous l'effet de la modification du climat politique, les quelques Namibiens cultivés se muaient en militants politiques. S'inspirant de la campagne de défi lancée en 1952 par les Noirs d'Afrique du Sud qui prenaient par milliers le risque délibéré de se faire arrêter pour protester contre une législation injuste, un groupe de jeunes Namibiens faisant leurs études dans les écoles et les universités d'Afrique du Sud formèrent le South West African Student Body (Groupe des étudiants du Sud-Ouest africain). En Afrique du Sud comme en Namibie, de jeunes militants échafaudaient des plans visant à transcender les anciennes divisions ethniques et à fonder un mouvement national combatif et populaire.

En 1955, ils formèrent la SWAPA (South West Africa Progressive Association ou Association progressiste du Sud-Ouest africain), aux orientations culturelles marquées et qui se caractérisait comme "un petit club réunissant des enseignants, des employés et d'autres intellectuels de Windhoek". Pendant les quelques années qui précédèrent son interdiction en 1959, cette association assura la publication du premier journal noir de Namibie, le South West News.

Ces militants débattaient de leurs orientations avec les chefs traditionnels, et même l'un d'entre eux, Jariretundu Kozonguizi, fut coopté en 1954 par le Conseil des chefs et choisi, au début de 1959, pour faire partie des pétitionnaires envoyés à l'ONU. Mais

malgré l'accueil favorable du Conseil, le projet de mouvement visant à l'indépendance nationale n'était encore rien de plus qu'un rêve nourri par un petit groupe de militants. Ce qui lui manquait, c'était un programme politique et une assise dans les masses populaires.

Il revenait à la classe ouvrière namibienne de constituer cette assise, et notamment à la partie la plus exploitée de la société namibienne, à savoir la main-d'oeuvre contractuelle. Depuis longtemps, les travailleurs contractuels avaient adopté la tactique de l'action collective. Même dans des documents officiels, il était fait couramment mention de grèves, d'arrêts de travail ou de grèves perlées dans les mines et les usines employant un grand nombre d'ouvriers contractuels. Mais un code du travail terriblement contraignant, qui considérait comme un délit la moindre rupture de contrat, même en dehors de tout contrat écrit et signé, ne laissait pas beaucoup de chances de succès à cette tactique de luttes limitées à des revendications concernant telle ou telle entreprise.

Dès les premières manifestations de conflit, les employeurs faisaient appel à la police coloniale qui utilisait la contrainte pour réduire les ouvriers à la soumission, parfois à force de coups, en tout cas en procédant à des arrestations et à des inculpations pour fait de grève ou en déportant les inculpés dans telle ou telle réserve, où ils risquaient de subir encore une nouvelle condamnation de la part des autorités tribales fantoches. Pour ne citer qu'un seul exemple, après qu'en juin 1962, plusieurs centaines d'ouvriers contractuels se soient mis en grève à Walvis Bay, il y eut 55 arrestations qui se soldèrent par 54 condamnations à une peine d'amende de 60 rands (salaire annuel moyen d'un ouvrier contractuel) ou à trois mois d'emprisonnement.

Face à un environnement si hostile, le syndicalisme ne put jamais prendre racine en Namibie. La branche de Lüderitz de l'ICU (Industrial and Commercial Workers Union ou Syndicat des

travailleurs de l'industrie et du commerce) qui existait au début des années 20, ne devait durer que quelques années; les quelques sociétés mutuelles mises sur pied ne durèrent pas longtemps elles non plus. Un faible syndicat des chemins de fer, la Non European Railway Staff Association (Association du personnel non-européen des chemins de fer), constitué en 1949, revendiquait comme adhérents la majorité des cheminots noirs.

Mais il s'agissait à l'évidence d'un instrument de la direction. Comme l'expliquait l'employé des chemins de fer chargé du service social: "L'Association contribue, dans toute la mesure du possible, à la lutte contre l'absentéisme. Il n'y a pas de revendication d'ordre général, mais on a porté à la connaissance de la direction des chemins de fer de nombreuses pétitions et des plaintes sur des points mineurs qui ont reçu dans la plupart des cas une réponse favorable." Il n'y a pas à s'étonner si cette association a disparu sans laisser de trace.

Au début des années 50, c'est à un syndicalisme tout différent que revenait la première tentative réelle de mise au point d'une stratégie de lutte s'appuyant sur les syndicats. En 1949, l'actif Food and Canning Workers Union (Syndicat des travailleurs de l'alimentation et de la conserverie) dont le siège était au Cap envoyait son président à Lüderitz pour y fonder un syndicat parmi les ouvriers des conserveries de poisson. Il était suivi en 1952 par le redoutable Ray Alexander.

Une branche fut formée et les délégués syndicaux commencèrent à poser le problème des salaires et des conditions de travail et exercèrent des pressions pour obtenir une législation du travail favorable. La réponse du régime fut brutale. Le syndicat venait à peine de négocier un accord que la police attaqua et dispersa une réunion de la branche. Voici les déclarations d'un témoin:

"J'étais présent à cette réunion; la police me donna l'ordre de quitter les lieux, elle sema la terreur parmi les ouvriers, les



membres du comité et les contremaîtres et nous obligea à dissoudre notre branche..."

Alexander fut frappé de bannissement et tout contact entre Lüderitz et Le Cap fut empêché. Les ouvriers contractuels organisèrent de grandes grèves en 1952 puis en 1953; cette année-là, la police ouvrit le feu, tuant 3 ouvriers. La réaction opposée par le régime au vrai syndicalisme fut la répression de masse, leçon qui ne devait pas être perdue pour les ouvriers contractuels. Il était facile de venir à bout les uns après les autres des conflits isolés; quant aux dirigeants locaux, s'ils se montraient à visage ouvert, ils pouvaient être réduits à l'inefficacité.

Dès les années 50, les travailleurs contractuels du nord qui, livrés pieds et poings liés à la SWANLA, étaient les plus exploités des ouvriers noirs, commencèrent à s'organiser pour lutter contre cet organisme même. En novembre 1952, dans une lettre adressée à un journal colonial, un travailleur ovambo attribuait clairement au système du travail contractuel l'accroissement de la pauvreté et du sous-développement qui se manifestait dans l'Ovamboland: "Toute la tribu des Ovambos est la propriété de la SWANLA (qui fait commerce de chair humaine); les employeurs disposent ainsi de la main-d'oeuvre la meilleur marché qui soit. La tribu des Ovambos n'a pas de porte-parole qui lui permettrait d'exposer ses problèmes qui restent entiers."

Une des principales revendications concernait le poste de police de Namutoni, où il était procédé à la fouille de tous les ouvriers regagnant l'Ovamboland et où nombre d'entre eux étaient systématiquement dépouillés de leurs biens par la police coloniale. Il s'agissait là d'une pratique particulièrement détestable car les ouvriers ne disposaient en général que de ce qu'ils avaient réussi à économiser malgré des salaires de misère. En janvier 1954, un pionnier de la lutte ouvrière, Eliaser Tuhadeleni (actuellement incarcéré à Robben Island) adressa aux services de police une réclamation écrite sans obtenir de résultat.

Quelques mois plus tard, en avril 1954, un pasteur anglican courageux, Theophilus Hamuntubangela, recueillit le témoignage de centaines d'ouvriers concernant cette pratique vexatoire et envoya à l'ONU une lettre de protestation. En 1955, un procès lui fut intenté par les autorités qui tentèrent ainsi de faire cesser ses dénonciations incessantes du joug imposé par l'Afrique du Sud. Mais le peuple dont il avait épousé la cause lui manifesta massivement son appui. Dès que le procès eut commencé, il fut porté en triomphe par la foule aux cris de "c'est notre héros, notre combattant!"; il y eut des acclamations et des tonnerres d'applaudissement.

Le juge qui avait été mandé de Windhoek se retira rapidement pour regagner la capitale et persuada l'évêque anglican de la nécessité d'y transférer le Révérend Hamuntubangela. Le courage du pasteur resta néanmoins indompté et il entreprit de tenir régulièrement des réunions politiques avec Sam Nujoma et d'autres dirigeants. En 1958, le régime colonialiste fut contraint de le déporter et de lui faire regagner l'Ovamboland, bien qu'il fût alors un homme malade. Des dirigeants de ce calibre et la réaction populaire qu'ils entraînaient n'étaient qu'un avantgoût de ce qui allait se produire sous peu; les temps étaient mûrs pour une action plus concertée contre les structures de l'oppression coloniale.

#### **d) L'OPO, la SWANU et le massacre de Windhoek**

Lorsque les militants entamèrent en 1959 une campagne visant à la suppression pure et simple du système du travail contractuel, ils reçurent immédiatement le soutien décidé des ouvriers concernés. Ce projet avait pris naissance au Cap au sein d'un groupe d'ouvriers et d'étudiants, structuré en 1957 par Herman J'a Toivo sous le nom d'Ovamboland People's Congress (Congrès du peuple de l'Ovamboland) et rebaptisé en 1958 Ovamboland People's Organisation (OPO) (Organisation du peuple de l'Ovamboland). Cette organisation a bénéficié de l'aide et du soutien de membres du parti

communiste, du parti libéral et de l'African National Congress.

Tout en estimant que la lutte contre le système du travail contractuel devait bénéficier de la priorité la plus élevée, le groupe fondateur n'était pas exclusivement ovambo, et embrassa, dès l'origine, la cause plus vaste de la libération nationale. Ja Toivo avait déjà, quant à lui, une vaste expérience des conditions de travail en Namibie et en Afrique du Sud: il avait servi pendant la deuxième guerre mondiale (accédant au grade de caporal), avait travaillé comme mineur aux mines d'or du Rand, employé dans une mine de manganèse et cheminot au Cap.

A la fin de 1958, Ja Toivo fit passer clandestinement à l'ONU une bande magnétique avec l'enregistrement de témoignages sur l'oppression exercée par l'Afrique du Sud. La Special Branch réussit à le trouver et lui donna un délai de 72 heures pour quitter l'Afrique du Sud.

L'heure

était venue de lancer la nouvelle organisation sur le territoire même de la Namibie. Sur le chemin de l'Ovamboland qu'il gagna en décembre 1958, Ja Toivo rencontra divers responsables notamment namas et hereros, et leur fit part de ses projets. Malgré l'assignation à résidence et des séjours périodiques en prison une fois arrivé dans l'Ovamboland, Ja Toivo mena une activité inlassable de propagande et de recrutement pour la nouvelle organisation.

En avril 1959, l'OPO fut introduite à Windhoek par Sam Nujoma et Jacob Kuhangua. Tout Namibien qui en acceptait les buts pouvait en devenir membre. L'exemple de la branche de Walvis Bay donne une idée de l'effet mobilisateur de la campagne pour l'abolition du système du travail contractuel. Le succès enregistré en janvier 1959 à la suite du ralentissement des cadences et d'une grève menée dans une des conserveries de poisson avait permis aux ouvriers contractuels de mesurer la force de l'action collective et avait

suscité des chefs parmi eux. Le 25 juin, Sam Nujoma se rendit à Walvis Bay et prit la parole lors de réunions de masse tenues dans les baraquements ouvriers. "Presque tout le monde était là. L'information avait circulé très vite et les hommes voulaient entendre ce qu'il dirait." Nujoma fit part des raisons qui avaient conduit à la fondation de l'OPO et exposa son objectif principal, l'abolition du système de la main-d'oeuvre contractuelle.

Il incita les ouvriers à constituer une branche solide à Walvis Bay. "Nous devons travailler tous ensemble, vous, moi, nous tous, pour mettre fin à l'oppression que nous subissons." Lorsqu'il eut fini de parler, des camarades prirent la parole, en général pour exprimer leur approbation, quelques-uns malgré tout pour faire part de leurs craintes et de leur scepticisme. "Nous sommes réconfortés d'apprendre ce que veut l'OPO", déclare un des ouvriers. "Je pense que la plupart d'entre nous seraient prêts à adhérer immédiatement à l'OPO."

Trois mois plus tard, d'après les indications de Vinnia Ndadi, secrétaire de la branche, "nous comptons plusieurs milliers de membres [la grande majorité des ouvriers contractuels] et le montant des cotisations recueillies dépassait les 800 livres sterling". La branche se composait de comités de baraquements dont les délégués tenaient régulièrement des réunions de branche. Malgré les tracasseries des employeurs et de la police, la branche réussit à mettre sur pied dès le début une organisation de responsables efficaces et représentatifs. Des groupes de discussion se formèrent à l'usine et dans les baraquements. "Nous parlions politique dès que nous le pouvions; nous parlions de nos problèmes quotidiens, discussions les nouvelles de Windhoek et du reste de l'Afrique et de nos rêves de liberté en Namibie."

Grâce à un travail acharné d'organisation et de recrutement, des branches de l'OPO furent constituées dans toute la Namibie dans un grand nombre de quartiers urbains et de baraquements d'ouvriers

contractuels. A ses débuts, l'OPO se donnait pour tâche principale de consolider ses positions au sein de travailleurs contractuels dont le sort constituait l'axe principal de sa campagne nationale. Mais, à cette époque, d'autres forces politiques commençaient à entrer en lice. Peu avant son expulsion d'Afrique du Sud en décembre 1958, ja Toivo fut contacté par Kozonguizi qui lui proposa d'élargir l'OPO en en faisant une grande organisation nationale composée de trois "congrès" régionaux, pour le sud, le centre et le nord de la Namibie.

Malgré sa condamnation à l'exil deux mois plus tard, Kozonguizi participa en mai 1959 à la constitution de la South West Africa National Union (S WANU) (Union nationale du SudOuest africain), résultat de l'alliance entre, d'une part, le Conseil des chefs hereros et, d'autre part, des jeunes et des intellectuels des villes. En septembre, son caractère national fut renforcé par l'entrée dans ses instances directrices de plusieurs dirigeants de l'OPO et d'autres organisations.

Le nouveau front unifié n'allait pas tarder à recevoir son baptême du feu. Depuis un certain temps, le conseil municipal de Windhoek envisageait de déplacer toute la population noire du "Vieux quartier" de la ville pour la transférer dans un nouveau quartier urbain conçu dans l'esprit de l'apartheid et nommé Katutura; il s'agissait de la mise en oeuvre d'une conception monstrueuse de la société avec des zones distinctes pour chaque ethnie et une surveillance tatillonne des faits et gestes de chacun. Les habitants du Vieux quartier, déjà à la limite de la pauvreté, se voyaient imposer un accroissement considérable des loyers et des dépenses de transport.

Face à l'intransigeance totale des autorités, les dirigeants de l'OPO et de la SWANU entreprirent une campagne commune d'action par le moyen de délégations et de réunions grâce auxquelles les gens pouvaient exprimer leur mécontentement et leur amertume.

Ils furent bientôt à bout de patience. La décision fut prise de boycotter les entreprises municipales, notamment le service des autobus et les brasseries, source importante de revenus pour la municipalité. L'initiative de mobiliser les habitants du Vieux quartier fut prise par les femmes. Le 9 décembre, celles-ci sortirent en procession du Vieux quartier et, sans se laisser intimider par les gaz lacrymogènes de la police, défilèrent devant la résidence de l'Administrateur, représentant suprême du régime en Namibie. Le lendemain 10 décembre, les piquets étaient en place dès le matin, le boycottage était absolu.

La réaction du commissaire du Vieux quartier fut de faire appel à la police sud-africaine et à des unités militaires dotées de voitures blindées. Avec une arrogance sans bornes, les autorités municipales et les services de police refusèrent toute négociation, exigeant la cessation du boycottage dès le lendemain et arrêtant trois piquets de grève dans un geste de provocation. Une foule en colère se massa dans les rues. La police fit alors feu, sans sommation. La population se défendit mais on pouvait difficilement opposer jets de pierres et de bouteilles aux balles des fusils. Ce soir-là, les Namibiens comptèrent au moins 11 tués et 54 blessés dont 2 moururent plus tard. Malgré cette répression brutale, ce n'est qu'en août 1968 que les derniers éléments de la résistance furent brisés et que le reste des habitants fut contraint de s'installer à Katutura.

A la suite du massacre de Windhoek - le "Sharpeville" namibien - les perspectives de libération de la Namibie se trouvèrent transformées. Le régime d'occupation venait de signifier de la manière la plus claire qu'il écraserait sans merci toute tentative de discussion pacifique et de mobilisation populaire. Le massacre fut suivi par une intensification de la répression des services de police à l'encontre des dirigeants nationalistes. Kuhungua fut exilé en Angola et Nujoma déporté dans l'Ovamboland; celui-ci réussit à s'échapper et à diriger depuis l'exil le mouvement de libération. Louis Nelengani, Nathanill Mbaeva et plusieurs autres dirigeants du mouvement nationaliste naissant furent emprisonnés,

condamnés au bannissement ou assignés à résidence.

La fragile alliance des forces de l'opposition nationale ne survécut pas longtemps à cet affrontement. Le Conseil des chefs manifesta son manque de confiance à l'égard de l'extrémisme des plus jeunes qui constituaient le noyau de la SWANU. D'ailleurs ce mouvement, issu dans une grande mesure du Groupe des étudiants du Sud-Ouest africain et de l'Association progressiste du Sud-Ouest africain n'avait qu'une assise réduite puisqu'il recrutait surtout dans la partie centrale de la Namibie et dans le milieu des étudiants et des instituteurs.

En revanche, l'OPO disposait déjà d'une vaste audience parmi les masses ouvrières et s'était organisée en parti à l'échelle nationale; et malgré la priorité accordée à la campagne pour l'abolition du travail contractuel, l'OPO comptait des adhérents et des dirigeants qui ne provenaient pas exclusivement du milieu des ouvriers contractuels. Ses organes dirigeants acquirent la conviction que l'abolition du système du travail contractuel ne pourrait être réalisée en dehors d'un mouvement plus vaste de lutte nationale visant à l'indépendance du pays, libéré du joug de l'oppression coloniale.

## **6. Formation du mouvement de libération nationale (1960-1970)**

### **a) Création de la SWAPO et déclenchement de la lutte armée révolutionnaire**

Le 19 avril 1960, l'OPO devint officiellement la South West Africa People's Organisation (SWAPO) (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain). Son objectif principal était la libération du peuple namibien du joug de l'oppression et de l'exploitation coloniales, et à cette fin, l'organisation fut élargie de manière à devenir un front national unifié.

La SWAPO continuait à entretenir sur le plan tactique des liens de coopération avec des tendances politiques

organisées sur une autre base, mais elle devenait désormais pour la première fois d'une manière incontestable la force politique dirigeante de la Namibie, la seule à être constituée sur le plan national et représentative. C'est grâce à son implantation solide dans la classe ouvrière namibienne que cette organisation a pu survivre à la dure période de répression des années 60 et a émergé comme l'authentique mouvement de libération du peuple namibien.

Au début des années 60, la SWAPO cherchait avant tout à s'implanter dans l'ensemble du pays et à canaliser les revendications et les aspirations des ouvriers et des paysans sous forme d'engagement politique à la lutte. Dans l'Ovamboland, les militants du parti attirèrent les gens par centaines à leurs premières réunions de masse au milieu de 1960. C'est avec enthousiasme que les paysans réagirent à l'énoncé des deux points saillants de la campagne de la SWAPO: réalisation de l'unité nationale et lutte pour l'indépendance en ne comptant que sur soi-même.

Sans relâche, les cadres de la SWAPO faisaient le procès de la politique d'oppression du régime et de ses laquais tribaux. Devant la carence des autorités incapables de fournir de l'aide pour combattre la sécheresse, la SWAPO fit l'acquisition de céréales et les distribua à ceux qui étaient dans le besoin. Agissant localement comme conseillers à la place des notables qui s'étaient disqualifiés aux yeux du peuple en collaborant avec le régime, les cadres de la SWAPO gagnèrent la confiance des paysans qui la reportèrent sur le parti et sur son programme. Bientôt il s'établit un réseau de cadres et de comités du parti sur l'ensemble de l'Ovamboland et sur une bonne partie du reste du pays.

A la suite du massacre de Windhoek, l'incapacité de changer quoi que ce soit à la politique sud-africaine malgré les résolutions de l'ONU accrut la déception ressentie par le peuple namibien. Pour citer ses dirigeants: "La SWAPO a acquis la conviction que compter sur l'intervention de l'ONU pour assurer la libération de la Namibie serait confier cette libération au hasard." La SWAPO décida



que, pour parvenir à la libération nationale, l'action politique et l'action militaire n'étaient pas contradictoires, bien au contraire, qu'elles étaient complémentaires et devaient être menées conjointement. C'est pourquoi, lors du Congrès national de Windhoek en 1961, il fut décidé de se préparer à l'éventualité de la lutte armée.

Dans les années qui suivirent, des centaines de cadres furent recrutés et envoyés à l'étranger pour y subir un entraînement militaire. Les militants implantés dans le pays entreprirent de mettre sur pied une structure d'appui pour la lutte prochaine. Au cours de l'année 1964-1965, les premiers militants formés à la guérilla revinrent et installèrent des bases rurales pour entraîner les gens sur place. En octobre 1965, le Caprivi African National Union (CANU) (Syndicat national africain de Caprivi) entra dans la SWAPO, complétant ainsi l'unité sur le plan régional et accroissant l'audience populaire du mouvement en lui donnant accès à une zone isolée jusque-là.

Lorsque fut rendu public le 18 juillet 1966 le refus de la Cour internationale de Justice de prononcer son arrêt, le dernier prétexte qui empêchait le déclenchement de la lutte armée fut levé. Ce même jour, par une déclaration de sa direction externe à Dar-es-Salaam, la SWAPO indiquait que le refus inexorable de la Cour de prendre une décision allait délivrer une fois pour toutes les Namibiens des illusions qu'ils avaient pu nourrir quant au rôle de l'Organisation des Nations Unies comme d'un ,auteur qui les libérerait de leur sort. "Nous n'avons pas d'autre choix que de prendre les armes et de conquérir notre indépendance."

Le premier affrontement militaire eut lieu le 26 août, sous forme d'une attaque des forces sud-africaines par des combattants de la SWAPO provenant de la base d'Omgulumbashe dans l'Ovamboland. Un mois plus tard, le 27 septembre, une unité de guérilleros attaquait le grand ensemble administratif d'Oshikango qui fut entièrement détruit par les flammes. Parmi d'autres cibles, il y eut les chefs fantoches et

leurs gardes du corps et des bâtiments administratifs dans les zones à fort peuplement situées le long de la frontière septentrionale et dans la bande de Caprivi. Des unités de combattants pénétrèrent loin dans la zone d'exploitations agricoles autour de Grootfontein, semant la panique et la confusion parmi les colons blancs jusque-là si contents de leur sort.

Le déclenchement de la lutte armée créa de nouveaux problèmes pour le mouvement de libération tant dans le domaine politique que sur le plan militaire. Les difficultés logistiques rencontrées pour l'approvisionnement du front et l'établissement des communications avec lui étaient considérables. La frontière septentrionale de la Namibie était presque entièrement occupée par le régime colonial portugais installé en Angola, dont la collaboration étroite qu'il entretenait avec l'Afrique du Sud était bien connue.

En outre, toutes les parties habitées de la Namibie, sauf l'Est Caprivi, étaient distantes de plusieurs centaines de kilomètres des bases amies les plus proches, situées en Zambie, dont elles étaient séparées par des régions désertiques et très faiblement peuplées. Ainsi nouvelles recrues et guérilleros rentrant d'opération devaient effectuer un trajet long et dangereux à travers un territoire constamment balayé par une aviation ennemie équipée de matériel occidental. Leurs équipements à eux se bornaient à ce qui pouvait être transporté par un fantassin; quant aux communications avec leur base, elles étaient fragiles.

Dans ces conditions, la première phase de la lutte armée prit nécessairement la forme de petites opérations de guérilla. Ne disposant comme équipements que d'armes légères, de bazookas et de mines, les unités combattantes de la SWAPO, petites et très mobiles, tendaient des embuscades aux patrouilles et aux convois sud-africains, minaient les routes militaires et, plus rarement, attaquaient des postes ennemis.

En dépit du fait qu'ils devaient généralement limiter leur activité

chaque année à la saison des pluies, époque où les véhicules blindés ennemis sont peu efficaces, le niveau des activités militaires a toujours été plus élevé que la propagande sud-africaine ne l'a reconnu. En un an (d'octobre 1971 à septembre 1972), les forces de la SWAPO estiment avoir tué ou blessé entre 150 et 200 militaires sud-africains. En combinant des opérations très réussies de minage et des attaques en force très bien préparées, les guérilleros ont réussi à conserver l'initiative.

L'expérience tactique acquise au combat fut mise à profit. Les revers initiaux conduisant à la capture d'un certain nombre de combattants de la liberté ont mis en lumière la vulnérabilité de grandes bases fixes dans la zone des combats. A la suite de quoi, les combattants de la SWAPO commencèrent à disperser les caches où ils conservaient leurs armes, ne constituant que des bases de transit temporaires et modifiant souvent l'emplacement et des caches et des bases. Quant aux armes et aux équipements pris à l'ennemi, ils étaient réutilisés.

Etant donné leurs problèmes logistiques, les combattants de la liberté dépendaient dès l'origine du soutien actif de la population au milieu de laquelle étaient établies leurs bases militaires. En outre, il entrainait dans la politique de la SWAPO de combiner combat militaire et combat politique dans la zone de guerre. Dans le choix et la formation des combattants ainsi que dans la conduite de la lutte armée, la devise était: "C'est toujours la politique qui dirige le fusil." Les combattants de la liberté de la SWAPO ont toujours été en premier lieu des militants politiques en armes.

Dans la zone des combats, les cadres, au retour de leur période d'entraînement à l'étranger, s'intégraient à la population locale. Leur mission consistait soit à militer dans l'organisation politique, soit à s'infiltrer derrière le front, soit encore à faire du recrutement et à former les volontaires locaux. Nombre d'entre eux menaient une vie qui ne les distinguait pas des paysans qu'ils côtoyaient. Pour leurs approvisionnements quotidiens les

combattants de la liberté dépendaient beaucoup des cellules locales du parti et des sympathisants.

La population était aussi leurs yeux et leurs oreilles, les protégeant des forces d'occupation et leur communiquant des renseignements militaires vitaux. Mais cette relation allait dans les deux sens. Une mission des combattants de la liberté était de pallier les insuffisances du régime en matière de services publics, notamment dans le domaine des services médicaux et de la lutte contre l'analphabétisme.

La mesure de l'accueil réservé à la campagne de la SWAPO par la population locale est mise en évidence par la politique de plus en plus répressive menée par les forces d'occupation contre le peuple namibien, surtout à la frontière septentrionale. Devant le refus des civils de la zone de guerre de leur donner des informations sur les cadres de la SWAPO, les services de la police sud-africaine et leurs collaborateurs tribaux ont renforcé leurs méthodes d'intimidation, multiplié les interrogatoires et l'usage de la torture.

Le long du fleuve Okavango ont été créés des villages dits de sécurité où les paysans étaient parqués de force avec instauration du couvre-feu. A plusieurs reprises, on a fait état du massacre de villageois dans la bande de Caprivi. En octobre 1968, après le succès remporté par la SWAPO qui avait attaqué un camp militaire sud-africain dans l'EstCaprivi, les troupes sud-africaines se livrèrent à des représailles féroces contre les villages avoisinants, tuant 63 paysans et soumettant des centaines d'autres à des interrogatoires et à la torture. A la suite de quoi, à la fin de 1968, quelque 4000 paysans se réfugièrent au Botswana et en Zambie, suivis par d'autres à intervalles réguliers.

La tactique de plus en plus largement répandue d'intimidation et de terreur utilisée par le régime d'occupation n'eut d'autre résultat que de renforcer la détermination des Namibiens à poursuivre la lutte et de mieux leur faire comprendre les priorités en jeu. La

répression de toute activité politique anticolonialiste faisait constamment la démonstration de la nécessité de la lutte armée révolutionnaire. C'est ce problème, plus que tout autre, qui servait de pierre de touche pour juger, d'une part, des autres groupes qui s'affirmaient anticolonialistes et, d'autre part, des collaborateurs tribaux du régime dans les réserves et les bantoustans dont la défense à tout crin du colonialisme sud-africain éveillait particulièrement la haine du peuple opprimé par eux.

Lors du procès intenté en juillet et août 1969 à des combattants de la liberté, le premier à se dérouler à Windhoek, la foule qui se pressait dans les galeries réservées au public témoignait bien de l'intérêt que les Noirs éprouvaient pour le déroulement de la guerre de libération ; c'est si vrai que le procès suivant, qui eut lieu en 1970, se déroula à huis clos.

Le passage à la lutte armée, combiné au renforcement de l'oppression, à changea les conditions de la mobilisation politique, à l'intérieur comme à l'extérieur de la zone des combats. Jusqu'en 1966, la SWAPO continuait à fonctionner au grand jour avec des branches locales et des dirigeants connus. Mais la multiplication des arrestations de dirigeants, suivies de leur incarcération ou de leur assignation à résidence, notamment après les premières attaques des guérilleros, mit un frein au développement du travail politique dans le pays.

En outre, l'interdiction à partir de 1963 de tenir des réunions publiques mit un terme au moyen principal de mobilisation et d'information des masses. Après la décision de la Cour internationale de Justice de juillet 1966, le régime appliqua progressivement à la Namibie la législation sud-africaine en matière de sécurité. C'est pourquoi la SWAPO fut de plus en plus contrainte d'agir dans la clandestinité. Mais même après 1966, le régime n'a pas osé interdire officiellement le parti. Aussi la SWAPO a continué à exploiter toutes les possibilités qui lui étaient données de fonctionner

également à visage ouvert, afin d'informer et de mobiliser le peuple et de faire le procès des méfaits du colonialisme à l'agonie.

### **b) Le Congrès consultatif de Tanga**

A la fin de l'année 1969, empêchée de tenir en Namibie son congrès national annuel, par suite de l'exil forcé de plusieurs de ses dirigeants, la SWAPO décida de convoquer à Tanga en Tanzanie un congrès consultatif. Y participèrent des délégués de tous les organes de la SWAPO, y compris ceux des cellules et des branches internes à la Namibie. Réuni du 26 décembre 1969 au 2 janvier 1970, le Congrès de Tanga fit le bilan des combats, procéda à des changements de politique et d'organisation, remplaça ou réélut des dirigeants et renforça sa détermination de lutter pour la libération du peuple namibien de toutes les formes d'oppression et d'exploitation. Aux fins de mettre en application la stratégie et le programme d'action de Tanga, le parti réforma et élargit ses structures.

Des organes furent créés ou réactivés pour permettre, parallèlement à la lutte générale pour l'indépendance nationale, l'expression du combat contre des formes spécifiques d'exploitation. La Ligue des jeunes, ouverte aux membres du parti âgés de 6 à 35 ans, devait jouer un rôle d'avant-garde dans les combats qui furent menés pendant et après la grève des ouvriers contractuels de 1971-1972.

Le Conseil des anciens constituait le lien avec les chefs traditionnels, symboles de la longue histoire de résistance du peuple au colonialisme et à l'exploitation, le Conseil féminin avait pour but d'aider les femmes dans leur lutte contre leur double oppression, puisqu'elles subissaient l'exploitation la plus intense de la part du colonialisme mais étaient aussi victimes de la domination mâle.

L'aile militaire de la SWAPO fut réorganisée et rebaptisée en 1973 sous le nom de People's Liberation Army of

Namibia (PLAN) (Armée de libération populaire de la Namibie).

Au début des années 70, la SWAPO était en mesure d'entrer dans une phase supérieure de la lutte. La longue série de confrontations et la renaissance difficile qu'elle avait connue pendant les années 60 avaient forgé une SWAPO endurcie au combat, plus que jamais vouée à la cause de l'indépendance et disposant d'une stratégie clairement formulée.

Le 18 juillet 1970, Hosea Kutako mourût à l'âge de 104 ans. Il avait connu toutes les étapes du colonialisme en Namibie. En 1904, il était officier dans l'armée herero, et avait été fait prisonnier au combat par les Allemands. Son action à la tête des Hereros devint un symbole national de la résistance populaire. Pour le peuple namibien, c'était une chance que d'avoir, au cours de la période initiale de la lutte de libération, un chef de ce calibre.

Le chef Hosea Katjikururume Kutako ne s'est pas contenté de diriger avec sagesse et courage le peuple herero dont il était le chef traditionnel, mais a été l'initiateur d'une première alliance des forces antisud-africaines, alliance dans laquelle il a joué un rôle primordial en faisant appel à des représentants des ethnies et des communautés provenant de presque toute la Namibie. L'action de ces forces combinées sous forme de pétitions inlassables auprès de l'ONU, d'une résistance opiniâtre à l'expropriation des terres opérée par l'Afrique du Sud et d'une protestation constante contre les exactions sud-africaines, a forgé l'unité de vues du peuple namibien dans la phase cruciale des débuts de la lutte pour sa libération.

C'est à Kutako que l'on doit les premières audiences auprès de l'ONU, c'est lui qui a servi de point de ralliement dans le combat contre les premières tentatives du régime visant à étendre à la Namibie sa fameuse politique d'apartheid. Dans la prière de Kutako à Okahandja sur les tombes des anciens chefs hereros s'exprime la plainte profonde de tout le peuple namibien: "Oh! Seigneur, aide-

nous, nous qui sommes des errants. Aidenous, nous qui avons été placés en Afrique et n'avons pas de toit. Redonnons notre maison."

Les hommages adressés à Kutako sont parvenus de loin et de partout. A Londres, le représentant de la SWAPO au Royaume-Uni et en Europe occidentale, Peter Katjavivi, a organisé un service commémoratif auquel ont participé des sympathisants britanniques de la lutte de libération de la Namibie et tous les Namibiens résidant au Royaume-Uni, dont l'unité ce jour-là transcendait les appartenances politiques. Rien ne peut mieux traduire son attachement profond à l'unité nationale que le désir de Kutako d'être enterré, non dans la tombe de ses ancêtres mais aux côtés du grand chef nama du XIXe siècle, Jonker Afrikaner. S'il n'a pas vécu assez longtemps pour pouvoir bénéficier de la liberté pour laquelle il a combattu sans trêve pendant toute sa vie, il n'en reste pas moins qu'à sa mort le peuple namibien était parvenu au seuil d'une nouvelle ère de sa lutte.